

**Pour diffusion immédiate**

## **UNESCO: Supprimer le prix Obiang**

*Le Conseil Exécutif pressé d'abolir le prix lors de sa réunion d'octobre*

(New York, 12 août 2010) – The Open Society Justice Initiative et 95 organisations partenaires demandent à l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) d'abolir le Prix Obiang lors de sa prochaine session en octobre 2010, dans une [lettre](#) adressée aujourd'hui aux membres du Conseil Exécutif de l'UNESCO.

Lors de sa dernière réunion, le 15 juin, l'UNESCO a accepté de [différer la remise du prix](#) afin de permettre une période de consultation, suite au tollé mondial qu'avait provoqué l'annonce du prix parmi divers groupes de scientifiques, de professionnels de la santé, de militants pour la liberté de la presse et pour la défense des droits humains.

Un total de 96 organisations non gouvernementales de 6 continents, dont 25 d'Afrique, ont signé la lettre du 12 août.

Ces organisations remercient la Directrice Générale de l'UNESCO, Irina Bokova, et le Conseil Exécutif d'avoir entendu leurs préoccupations, mais rappellent que leur revendication vise l'abolition définitive du prix, plutôt qu'un simple différé.

*« Un prix au nom du Président Obiang, ou financé par lui, va à l'encontre des valeurs et des buts que l'UNESCO cherche paradoxalement à promouvoir »,* indiquent les organisations dans leur lettre.

Le gouvernement du Président Obiang est connu pour être extrêmement répressif. Par exemple, il foule aux pieds le droit à la liberté d'expression, dont la promotion est au cœur même du mandat de l'UNESCO.

La Guinée équatoriale, en dépit d'immenses richesses tirées des ressources naturelles—qui lui valent le plus haut PIB d'Afrique sub-saharienne—présente des indicateurs de santé et de développement outrageusement bas, comparables à certains pays parmi les plus pauvres du monde. Obiang et ses associés font l'objet d'enquêtes pour [corruption](#) dans plusieurs pays, dont les révélations soulèvent de sérieuses questions quant aux sources de financement du prix promis à l'UNESCO.

*« Nous vous encourageons fortement à utiliser cette période de consultation pour réformer le processus général d'établissement de prix de l'Unesco, afin d'éviter la création de tout prix qui enfreindrait la mission de l'UNESCO, y compris en matière de droits de l'homme »,* ont indiqué les organisations dans leur lettre.

Les organisations ont pressé l'UNESCO de s'assurer que les 3 millions de dollars offerts par Obiang soient plutôt utilisés pour promouvoir l'éducation, la santé, et d'autres droits fondamentaux du peuple de Guinée équatoriale.

*« En rejetant ce 'prix de dictateur' et en s'assurant que les fonds sont utilisés adéquatement, l'UNESCO peut tout à la fois respecter les principes qui définissent son mandat et aider le peuple de Guinée équatoriale »,* affirme Tutu Alicante, le directeur équatoguinéen de l'organisation EG Justice et co-signataire de la lettre. *« Les richesses du pays issues du pétrole devraient être utilisées pour des services sociaux essentiels, au bénéfice des plus démunis, pas pour des cérémonies de remise de prix luxueuses pour le Président ».*

La lettre est disponible en anglais, espagnol, français, japonais et portugais.